

Dans cette extrémité, l'empereur François-Joseph fit appel à son allié l'empereur Guillaume II. A Berlin, on attendait cette heure que, depuis longtemps, on sentait s'approcher ; l'Allemagne était jusqu'alors restée en seconde ligne, laissant les initiatives et les décisions à l'Autriche qui n'avait consulté personne avant de s'engager dans l'affaire de Bosnie. Le 7 décembre, dans un discours, le prince de Bülow disait : « Nous n'avons pas de raisons de nous laisser pousser au premier rang par des puissances plus immédiatement intéressées » ; il déclarait que la politique de l'Allemagne serait de soutenir son alliée, quoi qu'elle pût faire ; mais, ajoutait-il, « cette politique n'a pas de pointe contre la Russie » ; elle n'en a pas non plus contre l'Angleterre, car « l'Allemagne et l'Angleterre ne se font pas concurrence à Constantinople. » En même temps il insistait sur la chaleureuse sympathie qu'inspirait à l'Allemagne la Turquie rénovée. Le Cabinet de Berlin s'était prêté aux tentatives conciliatrices de l'Europe dans la mesure où l'Autriche le désirait, juste assez pour ne pouvoir être accusé d'envenimer les querelles et de pousser à un conflit que, sincèrement, il ne cherchait pas. Sans bruit, la vieille querelle marocaine avait été liquidée ; et maintenant on était prêt ; l'Empereur allait apparaître au bon moment, comme le *deus ex machina* de tout cet imbroglio diplomatique, comme l'arbitre de la paix, comme le chevalier de l'amitié fidèle et de l'alliance inébranlable.

Pour isoler la Serbie et la livrer pieds et poings liés à la discrétion de l'Autriche, c'est à Pétersbourg qu'il fallait frapper. Le comte de Pourtalès reçut l'ordre de donner à M. Isvolski « l'avis amical » que si la Russie ne reconnaissait pas l'annexion de la Bosnie sans délai ni réserve, l'Allemagne se verrait dans la nécessité de laisser l'Autriche agir en Serbie, et qu'alors ce serait la guerre ; et l'ambassadeur laissait entendre que, au cas